

CHAFETZ, Glenn, Michael SPIRTAS and Benjamin FRANKEL (dir.). *The Origins of National Interests*. London, Frank Lass, 1999, 419 p.

Dario Battistella

Volume 31, numéro 4, 2000

De la SDN à l'ONU : Raoul Dandurang et la vision idéaliste des relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704226ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704226ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Battistella, D. (2000). Compte rendu de [CHAFETZ, Glenn, Michael SPIRTAS and Benjamin FRANKEL (dir.). *The Origins of National Interests*. London, Frank Lass, 1999, 419 p.] *Études internationales*, 31(4), 765–767.
<https://doi.org/10.7202/704226ar>

The Origins of National Interests.

CHAFETZ, Glenn, Michael SPIRTAS and Benjamin FRANKEL (dir.). London, Frank Lass, 1999, 419 p.

Numéro spécial de la revue *Security Studies* publié sous forme de livre, « *The Origins of National Interests* » réserve une surprise de taille au lecteur : il est question de tout dans cet ouvrage collectif, sauf de l'intérêt national (la notion n'apparaît même pas dans l'index ...), en tout cas au sens habituel qu'a cette notion dans l'ouvrage classique de Hans Morgenthau. Plus exactement, l'intérêt national est abordé de façon indirecte, à travers l'une des problématiques préférées de l'approche constructiviste qu'est « l'influence de l'identité sur la politique étrangère », comme le précise le titre de l'introduction (p. viii). Certes, il n'est pas illégitime de supposer que la politique étrangère d'un État est menée au nom de l'intérêt national, et qu'à l'origine de celui-ci se trouve l'identité que se donne ledit État : reste que ces hypothèses auraient mérité d'apparaître de façon plus explicite dans le titre du livre, censé après tout résumer fidèlement le contenu de ce dernier.

Quid alors de ce contenu ? L'ouvrage réunit une douzaine d'articles, présentation des éditeurs comprise ; certains plutôt théoriques, comme l'analyse du concept même d'identité par P. Kowert, ou la relecture de la thèse du conflit entre civilisations de Huntington par C. Dauber et D. Cheshire ; d'autres plus empiriques, comme l'étude par M. Lynch du comportement de la Jordanie tiraillée entre l'Irak et Israël au début des années 1990. Comme fil rouge dans toutes ces contributions on trouve le thème de la sécurité ; soit au sens large de sécurité globale ou

sociétale, ainsi dans l'article de R. Doty sur la politique américaine d'immigration ; soit au sens plus classique, de sécurité militaire donc : c'est le cas de l'analyse que propose C. Kahl de la zone de paix séparée existant entre démocraties occidentales, de l'explication que donne F. Schimmelpfennig de l'élargissement à l'Est de l'OTAN, de l'étude de l'intégration et du maintien de la RFA dans l'OTAN par M. Hampton, ainsi que de l'analyse comparative de l'attitude de la Grande-Bretagne et de la France à l'égard de l'OTAN pendant les années 1949-66 par M. Spirtas.

L'objectif de ces derniers auteurs, sur lesquels on se concentrera dans notre critique, est double. D'un côté, attribuer les politiques de sécurité menées par les démocraties occidentales à leur identité collective libérale, à leur socialisation démocratique mutuelle, à leur identification positive réciproque. Ainsi, d'après C. Kahl, « des États qui se perçoivent mutuellement comme des démocraties libérales s'identifient positivement les uns aux autres. Cette identité collective libérale réduit l'incertitude et l'anxiété, conduit à des relations coopératives, génère une tendance à former des alliances, et contribue à la résolution pacifique des conflits d'intérêt. L'identification positive collective permet ainsi aux démocraties libérales de sortir dans leurs relations réciproques du monde hobbien tel que décrit par les néo-réalistes ». Quant à F. Schimmelpfennig, il affirme que « (1) des pays d'Europe centrale et de l'Est s'efforcent de rejoindre l'OTAN parce qu'ils partagent les valeurs et normes de la communauté libérale-démocratique occidentale et qu'ils recherchent à s'identifier avec, et à être reconnus par, l'Occident ; (2) l'OTAN a décidé de

s'élargir à l'Est en vue de renforcer la démocratie libérale et le multilatéralisme, et de construire en Europe centrale et de l'Est une paix durable basée sur ces valeurs et normes ; (...) (3) la République Tchèque, la Hongrie et la Pologne ont été les premiers pays à être invités à rejoindre l'OTAN parce qu'ils étaient plus avancés que les autres pays en matière d'internalisation de cette communauté de valeurs et de croyances » (p. 199). Même chose enfin pour M. Hampton, selon qui « la fidélité allemande en faveur de l'OTAN [après la fin de la guerre froide] s'explique le mieux par l'existence d'une identité positive [avec l'OTAN et les États-Unis] », p. 238).

De l'autre, démontrer que cette explication en termes d'identité est supérieure aux approches rationalistes, c'est-à-dire non seulement au paradigme néo-réaliste : « D'après l'approche en termes d'équilibre de la menace, due à S. Walt, les États s'allient lorsqu'ils perçoivent une menace commune à leur sécurité. Pour expliquer pourquoi la France, contrairement à la Grande-Bretagne, est sortie du commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966, Walt devrait affirmer que la perception française de la menace soviétique a diminué en 1966, alors qu'au contraire la perception britannique de la menace soviétique est restée la même. Voilà qui est embarrassant, tant en effet la France, située sur le continent, a été maintes fois envahie, alors que la Grande-Bretagne, protégée par la Manche, n'est pas aussi vulnérable en cas d'attaque conventionnelle. Et pourtant, les Britanniques sont restés intégrés au commandement militaire de l'OTAN, alors que la France a procédé à son retrait par-

tiel » (M. Spirtas, p. 341) ; mais aussi au libéralisme, avec lequel le constructivisme partage la critique du réalisme : « Plusieurs de nos propositions ont déjà été émises par les adeptes de l'explication normative de la paix démocratique. L'analyse constructiviste ajoute un cadre théorique plus large dans lequel ces arguments sont revisités et précisés » (C. Kahl, p. 109).

Au vu des études de cas présentés dans « *The Origins of National Interests* », cette revendication, qui revient à voir dans l'approche constructiviste le successeur, au sens de I. Lakatos, des paradigmes rationalistes, tant en effet elle prétend expliquer mieux et plus que ces derniers (« les explications rationalistes et constructivistes peuvent être combinées pour expliquer l'élargissement de l'OTAN, mais les propositions rationalistes ne sont valables qu'à l'intérieur d'un cadre constructiviste plus large » ; F. Schimmelpfennig, p. 200), paraît excessive. Tout d'abord, le concept d'identité, importé des disciplines psychologique et socio-psychologique, n'est pas défini de façon plus rigoureuse que dans l'ouvrage dirigé par P. Katzenstein, *The Culture of National Security. Norms and Identity in World Politics* ; ensuite, les anomalies ou *puzzles* restés inexplicables dans l'approche constructiviste sont tout aussi nombreux que dans le paradigme libéral (F. Schimmelpfennig reconnaît par exemple que son approche ne saurait expliquer ni la demande d'adhésion à l'OTAN de gouvernements non libéraux de Slovaquie et de Roumanie, ni le non-élargissement à la Slovénie) ; enfin, le renvoi aux discours des responsables politiques et aux sondages d'opinion publique

comme preuve empirique de l'existence d'affinités électives entre pays occidentaux relève d'un réalisme (sans jeu de mots ...) naïf peu convaincant.

Les études réunies par G. Chafetz, M. Spirtas et B. Frankel démontrent davantage la corrélation que la causalité qui existe entre l'identité et la politique étrangère d'un État, confirmant ainsi que le constructivisme, s'il a effectivement remplacé le marxisme comme troisième approche au sein des débats inter-paradigmatiques existant en théorie des relations internationales, n'est pas pour autant près d'occuper la position de science normale qu'il vise au sein de notre discipline.

Dario BATTISTELLA

*Institut d'études politiques
Université de Bordeaux, France*

Developing Democracy toward Consolidation.

*DIAMOND, Larry. Baltimore
(Maryland), The Johns Hopkins
University Press, 1999, XIV-362 p.*

Dans son roman bien connu, *Un tout petit monde* (Paris : Rivages, 1992), David Lodge fait un portrait cinglant de la vie universitaire. Il s'y demande notamment si la différence importe plus que la vérité dans les échanges entre chercheurs. Le texte de Diamond semble prouver la justesse de cette crainte. L'auteur recense une très grande quantité d'ouvrages, tout en y ajoutant, avec beaucoup de prudence, son grain de sel. Le résultat peut être intéressant pour un lecteur cultivé ou pour un étudiant universitaire, mais moins pour un spécialiste.

Le but de Diamond est de déterminer à quelles conditions les démocraties dites de la troisième vague –

suyant la classification de Samuel P. Huntington – pourront perdurer et s'épanouir. Il part du principe que les croyances, les choix et les capacités des « principaux » acteurs politiques jouent un rôle crucial dans les processus de consolidation. Privilégiant la méthode comparative et une perspective internationale, Diamond est amené à étudier un nombre très important de cas, dont les différences historiques et culturelles ne semblent pas l'inquiéter outre mesure. Dès le début, l'auteur tient également à préciser que son ouvrage a des visées normatives, ce qui se justifie par ses propres convictions quant à la valeur intrinsèque de la démocratie, seul régime capable de préserver la paix mondiale et de résoudre le conflit entre le gouvernement de la majorité et la protection des droits individuels.

Le livre est structuré de façon claire et précise. Une fois le cadre conceptuel établi, Diamond aborde une série de questions d'une complexité croissante. Ainsi, il explique, tout d'abord, pour quelles raisons sa préférence va à la notion de « démocratie libérale », entendue comme un système politique qui unit la concurrence électorale au respect du droit à participer et à s'opposer au gouvernement. Par la suite, il analyse, successivement, les principales caractéristiques des démocraties émergentes, les entraves à leur consolidation, les enjeux relatifs à la transformation de leur culture politique et, enfin, le rôle de la société civile dans le processus de démocratisation. Dans un chapitre complémentaire, écrit en collaboration avec Svetlana Tsalik, Diamond examine une problématique fort particulière : la relation entre le nombre d'habitants et le régime politique dans